

Sortie du marché de l'électricité : appel à l'union nationale

TRIBUNE parue dans le magazine « Front populaire » du 04/01/2023.



« Une grande partie de l'opposition semble enfin avoir ouvert les yeux sur l'effet dévastateur du marché européen de l'énergie. Charles-Henri Gallois, président de Génération Frexit, détaille les enjeux et appelle à une union transpartisane pour que la France en sorte au plus vite.

Les particuliers, partiellement protégés par la hausse du prix de l'électricité par le bouclier tarifaire (payé à coups de dette), découvrent en ce moment l'étendue des dégâts avec la crise des boulangers.

Le bouclier tarifaire nous coûte une fortune : près de 45 milliards d'euros en ce qui concerne l'électricité. Il est assez cocasse de vouloir dans le même temps faire une réforme des retraites. Néanmoins, il ne « protège » que les particuliers mais pas les entreprises ou les administrations publiques. Les boulangers ont vu leur facture d'électricité être multipliée par 5 ou 6. Des industriels, comme William Saurin ou Duralex, ont dû arrêter la production et mettre les employés au chômage partiel car produire n'est plus rentable dans de telles conditions.

Quelle est la réponse du gouvernement ? Des chèques et l'explosion de la dette. Comme le bouclier tarifaire, cette politique du chèque ne résout absolument pas le fond du problème. Quel est-il ?

Le fond du problème vient du marché de l'électricité de l'Union européenne (UE) qui est catastrophique à plusieurs égards.

Le premier point, le plus dramatique à court terme, est le mécanisme de fixation des prix. Plutôt que de se baser sur le coût réel du parc de production électrique (coût moyen de production de son propre parc de production), s'applique la théorie marginaliste (coût marginal du dernier moyen de production appelé). Il s'avère que dans la plupart des cas, le dernier moyen de production appelé est une centrale électrique au gaz. C'est pour cela que l'on dit schématiquement que le prix de l'électricité est indexé sur celui du gaz. Le prix de l'électricité explose donc artificiellement dès lors que celui du gaz augmente. **Cela avait été voulu par les Allemands pour tuer l'avantage compétitif français du parc nucléaire.**

Le deuxième point est la mise en concurrence forcée sur le marché de l'électricité exigée par l'UE. C'est ce qui a conduit à la mise en place de l'ARENH (Accès régulé à l'électricité nucléaire historique), qui consiste à ce qu'EDF vende son électricité nucléaire à 42 €/MWh quand le prix du marché de gros est à 500 €/MWh. C'est la ruine d'EDF pour alimenter des concurrents parasites qui ne produisent aucune électricité. EDF n'a pas investi non plus davantage dans les barrages hydrauliques à cause de ce marché.

Nos artisans et nos industriels vont tout droit à la banqueroute si rien n'est fait. L'État va aussi tout droit vers la faillite avec sa politique dogmatique du chèque qui fait exploser la dette publique plutôt que de prendre des vraies mesures d'urgence. Les annonces de report des cotisations et impôts pour les boulangers s'apparentent plus à des soins palliatifs que curatifs.

La seule vraie mesure d'urgence qui s'impose est de sortir unilatéralement du marché de l'UE de l'électricité et de fixer un prix de gros de l'électricité sur la base du coût moyen de production de notre propre parc de production. Le gouvernement promet une renégociation depuis septembre 2021 ! Combien de faillites à venir du fait d'une inaction dogmatique ? Il faut décorréliser tout de suite le prix national de celui des échanges des interconnexions européennes (importations et exportations). La sortie de ce mécanisme n'empêche pas les interconnexions.

La NUPES, le RN et désormais LR semblent d'accord pour sortir du marché de l'UE de l'électricité, puisque ces derniers se sont ralliés hier à cette position.

Étant donné le manque de courage et le dogmatisme du gouvernement, **je demande aux oppositions (RN/NUPES/LR) de faire urgemment une proposition de loi de sortie du marché de l'UE de l'électricité pour sauver nos artisans et industriels ainsi que préserver nos finances publiques !**

Il est urgent de voter ensemble une telle proposition de loi, peu importe son origine partisane !

Avec ces trois groupes parlementaires, il y a une majorité pour le faire. Le groupe qui refusera n'aura aucune excuse et sera co-responsable, avec notre gouvernement d'amateurs, de ces faillites ».